



dépêche spéciale Copenhague

11 décembre 2009 - numéro 3

les adhérents du Comité 21 en direct de Copenhague

Pendant cette quinzaine, le Comité 21 a souhaité relayer les initiatives de ses adhérents en direct de Copenhague : billet d'humeur, vidéo, bulletin d'information, article de presse, blog ...

N'hésitez pas à nous faire part de vos actions!



Benoît Faraco, coordinateur changements climatiques et énergie Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme

Vendredi, 11 décembre 2009

La vidéo du jour :

Le ray of life est la plus haute récompense des ONG accordée aux Etats qui font progresser la négociation. Suite au coup de gueule de Brice Lalonde face à l'Europe (cf. plus bas), la France a reçu cette récompense, remise en même temps que les "fossil of the day", qui sont les traditionnelles récompenses accordées aux Etats qui freinent le processus.

http://www.youtube.com/watch?v=tti0a CDs3Q&feature=channel

La bonne nouvelle du jour :

La nouvelle est arrivée tard dans la nuit ici à Copenhague : le gouvernement renonce à exonérer le transport routier de la taxe carbone, et va trouver une autre solution. Il est vrai qu'élaborer des exonérations pour certains secteurs alors que la France se veut aujourd'hui à la pointe de la lutte contre le changement climatique aurait été très mal perçu dans les couloirs du Bella Center.

La mauvaise nouvelle du jour :

Durcissement de la position du G77 et de la Chine. Ce groupe qui rassemble à la fois les pays émergents et les pays les plus pauvres de la planète ont l'habitude de négocier ensemble. Mais aujourd'hui, la situation change. En effet les Etats les plus pauvres attendent aussi des engagements de la part des grands émergents, alors que ceux-ci ne s'engageront qu'à la condition que les pays industrialisés prennent le leadership. Cela continue à ralentir les négociations. Hier, la pleinière a été longtemps interrompu à la demande de Tuvalu appuyé par l'ensemble des pays en développement et des grands émergents. La raison est simple : Si l'Union Européenne est prête à s'engager sur une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, d'autres grands pays industrialisés, comme le Japon, le Canada et l'Australie ne souhaitent pas discuter tant qu'ils n'ont pas une vision claire de ce à quoi s'engageront les grands émergents. Nous sommes donc dans une négociation qui tourne en rond. Cela fait quatre ans, depuis Montréal, que ce groupe de travail se réunit. Rien n'a avancé depuis.



Le dessin du jour :

Les dessinateurs du WWF se sont installés au centre du Bella Center. Voici une de leur Production



La mobilisation du jour :

Les jeunes se mobilisent dans le Bella Center, pour que les négociations accélèrent. On est déjà Vendredi, et on a pas vu de progrès notable.



Les offs de Copenhague :



Todd Stern, le négociateur en chef à Copenhague de la délégation Américain a été très clair hier : les USA ne financeront pas à Copenhague le développement sobre en carbone de la Chine. Les américains considèrent que la Chine a aujourd'hui les moyens d'organiser elle même sa propre transition vers une économie décarbonnée. Par contre, pour les Etats-Unis, la discussion reste possible sur le transfert de technologies avec la Chine. Cette position a le mérite de la franchise. Alors que les Etats-Unis sont surendettés, et que la Chine a des fonds souverains conséquents, il semble logique que les USA prennent cette position. D'ailleurs, il semble que les Chinois commencent à accepter cette idée. Par contre, on attend toujours les propositions des Etats-Unis sur le soutien à

apporter aux pays les plus vulnérables.

On a aussi beaucoup discuté du rendez vous d'hier à Paris entre les ONG de l'Ultimatum Climatique et Nicolas Sarkozy. Les quelques échos parvenus ici à Copenhague montrent que la France semble motivée pour appuyer une ambition européenne en matière de réduction des émissions, mais cela reste à confirmer pendant le Conseil Européen, notamment pour que les pays vulnérables soient rassurés sur les bonnes intentions de l'Europe en matière de lutte contre le changement climatique. On attend donc des décisions fortes du sommet de Bruxelles aujourd'hui. Les rumeurs et les bruits qui courent montre que ce n'est pas gagné.

Ma soirée :



Réception à l'ambassade de France. C'est traditionnel pendant les négociations internationales : chaque année, l'ambassadeur reçoit l'ensemble des français présents à Copenhague. Cette soirée a été un peu particulière, puisque nous avons longuement discuté du coup d'éclat de la France dans la négociation. Hier, Brice Lalonde a en effet convoqué la presse et les ONG pour annoncer qu'il s'opposer publiquement à la position de l'Autriche, la Finlande et les Suède, sur la comptabilisation des forêts. La France a choisi de suivre les ONG sur cette demande, et de

garantir sur cet aspect, l'intégrité environnementale du Protocole de Kyoto. Même si la France a encore de gros progrès à faire sur d'autres questions, et notamment celle des engagements de réductions pour 2020 et celle des financements. Ces questions sont abordée au Conseil Européen aujourd'hui. On verra ce que cela donne, mais il faut espérer que la France continue sur cette voie.

Retrouvez la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme à Copenhague :

Blog quotidien de Benoît Faraco sur le site du nouvel obs Site de la Fondation Nicolas Hulot sur le Copenhague



Arnaud Gossement, porte-parole France Nature Environnement

Nicolas Sarkozy recevait le 10 décembre les associations pour préciser la position de la France à l'occasion du

sommet mondial du climat de Copenhague.

Pour Nicolas Sarkozy, l'enjeu de Copenhague ne se limite pas aux chiffres mais est également, et peut-être surtout, politique. Il défend l'idée d'un accord politique qui engage les Etats de manière à rompre avec la politique de « la patate chaude de l'échec » que chacun voudrait se repasser.

Le Président a annoncé vouloir très fortement s'engager pour la création d'une organisation mondiale de l'environnement (OME) avec une compétence juridictionnelle. Il a même déclaré : « Je vais me battre à mort sur l'OME ». Il a indiqué que cette OME serait la preuve du sérieux et du respect des engagements pris à Copenhague. Il a également indiqué que cette OME devait être une institution politique car la question qui est posée à Copenhague est aussi celle d'une nouvelle gouvernance mondiale.

S'agissant du Conseil européen des chefs d'Etats ou de gouvernements qui se tient aujourd'hui et demain à Bruxelles, le Président a indiqué vouloir un engagement européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 30% en 2020. Il a précisé, en tout état de cause, que la position commune européenne serait « un poids moyen », c'est-à-dire, un plancher et non un plafond. En conséquence, la France se réserve le droit de défendre à Copenhague une position encore plus ambitieuse si l'Europe devait rester sur un objectif de 20% en 2020.

S'agissant du financement de l'aide à l'adaptation, Nicolas Sarkozy s'est engagé pour des financements innovants et additionnels à l'aide au développement déjà versée aux pays les plus pauvres. Il a ainsi déclaré que ce devait être « fromage et dessert ».

En outre, il a indiqué que le mécanisme du marché carbone n'était pas complètement satisfaisant et qu'il faudrait peut-être réaliser à son sujet une « inspection générale ». En tout état de cause, le Président défendra le principe d'une taxe sur les transactions financières et celui d'un financement «fast start » de 10 milliards par an, sur trois ans « pour allumer la mèche ».

De manière générale, Nicolas Sarkozy a déclaré que la position de la France est constituée du plan Justice-Climat élaboré par Jean-Louis Borloo. Si la négociation n'est pas « bouclée », le Président de la République se montre optimiste en raison de la réunion à Copenhague, des chefs d'Etat ou de gouvernements.

Réaction de FNE

France Nature Environnement prend acte de l'engagement et de l'énergie du Président de la République dans ces négociations climatiques. FNE espère que le principe d'une OME sera effectivement inscrit dans l'accord de Copenhague. Sans OME et sans mécanisme de suivi des engagements, le sommet n'aboutira qu'à un accord de papier.

FNE considère que l'enjeu de Copenhague est à la fois écologique et démocratique : une nouvelle gouvernance mondiale qui associe aussi les représentants de la société civile que sont notamment les associations, est indispensable pour que les discours politiques soient acceptés et suivis des faits.

Si FNE salue l'enthousiasme du Président de la République pour Copenhague, elle s'inquiète du décalage possible entre l'engagement international de la France et sa politique nationale. FNE regrette vivement que le gouvernement puisse remettre en cause la taxe carbone pour des intérêts particuliers.

FNE souhaite également que la France donne l'exemple en matière de technologie propre en ne soutenant pas des fausses solutions comme celle du nucléaire. Pour FNE, rien n'est joué. La vigilance s'impose.

Retrouvez le site de France Nature Environnement sur Copenhague :

http://www.fne.asso.fr/fr/climat/sommet-de-copenhague.html

Leurs communiqués de presse :

La délicate maîtrise de l'agenda de la COP15, ce qu'il faut apprendre à décrypter.

http://www.fne.asso.fr/fr/la-delicate-maitrise-de-lagenda-de-la-cop15.html?cmp_id=128&news_id=1421&vID=

La mobilisation s'intensifie dans les coulisses des négociations, jeunes, pays insulaires et peuples indigènes s'exprime à l'extérieur, en couleur et en bruit.

http://www.fne.asso.fr/fr/j4---la-mobilisation-sorganise.html?cmp_id=128&news_id=1419&vID=



Maëlle Durand, Etudiante en deuxième année de Master, en échange académique en Chine. Euromed Management

Jeudi, 10 décembre 2009

La hausse des tensions entre les pays en développement et les pays les plus riches a principalement marqué les négociations ces deux derniers jours. Une course aux propositions pour remplacer le protocole de Kyoto est désormais engagée. L'histoire a commencé hier, par la fuite d'un projet de texte du Danemark. Le pays hôte des négociations, propose que tous les pays s'engagent à diminuer les émissions mondiales de 50 % d'ici à 2050. 80% de cette réduction serait à la charge des pays riches, tandis que les pays en développement diminueraient leurs émissions après avoir atteint un « pic ». Ce dernier point a suscité de vives réactions de la part des pays en développement. Le deuxième point de désaccord concerne l'aide qui leur serait allouée : les pays riches proposent un budget de 10 milliards de dollars par an. L'Union européenne y participerait à hauteur de 3 milliards de dollars. Toutefois, les pays en développement jugent cette aide insuffisante comme l'a fait remarquer le délégué soudanais Lumumba Stanislas Dia Ping : « Soyons clair, dix milliards de dollars suffiront à peine à payer les cercueils des victimes ».

Les îles Tuvalu, qui seront les premières à disparaître sous la montée des eaux, ont provoqué une suspension de séance hier. Le pays a été ignoré par plusieurs délégations après avoir été force de propositions dans un texte ayant pour but de remplacer celui de Kyoto. Trop contraignant pour les pays développés la proposition a été boudée. Malgré cela, plusieurs grandes ONG ont soutenu l'initiative de ce qui a provoqué l'arrêt des négociations pendant plusieurs heures.

Ce soir nouveau retournement. Nous apprenons que *Le Monde* a mis la main sur le brouillon d'un texte rédigé en secret entre la Chine, L'Afrique du Sud, l'Inde, le Brésil et le Soudan. Les pays émergents veulent fixer des objectifs de réduction ambitieux pour les pays riches. Le texte inclurait même des exigences importantes pour les Etats-Unis. Ces pays autrefois en marge des débats, semblent prendre les devants afin de ne pas être laissés pour compte. Comme toujours il est difficile de savoir si le multilatéralisme prime réellement sur l'intérêt national.

Après les messages d'espoirs de la plénière d'ouverture, une mobilisation sans précédent et l'activisme exemplaire des ONG Copenhague pourrait être un échec total. Sans la volonté des Etats d'agir de manière collective les textes se multiplieront ce qui reléguera le protocole de Kyoto au second plan. Dès lors il serait bien difficile de sceller ne serait-ce qu'un « accord de principe ».

Le sommet jour par jour sur le blog de Maëlle :

http://sites.google.com/site/cop15euromed/home/bulletin-du-xx-xx-2009



Forum des Green and connected cities à Strasbourg en direct avec Copenhague. Intervention du Comité 21 sur la mobilité durable

Le Comité 21 a participé aux réflexions de l'un des ateliers des Green and connected cities le 10 décembre à Strasbourg sur la mobilité durable et l'usage des TIC. Le forum des Green and connected cities s'est ouvert par une visioconférence avec Ronan Dantec (Nantes Métropole), Andrée Buchmann (Communauté urbaine de Strasbourg), Dominique Gauzin Muller (architecte) et Ronan Huel de l'Agence européenne de l'environnement, qui ont réaffirmé le rôle des collectivités locales dans la lutte contre le changement climatique et l'importance des réseaux d'acteurs pour mutualiser les expériences et démultiplier les actions.

Par la suite, le Comité 21 a expliqué quelle gouvernance mettre en place pour mettre en oeuvre une mobilité durable : un portage politique et technique transversal entre les collectivités, les compétences et les politiques sectorielles (transports, voirie mais aussi aménagement, insertion, handicap, développement économique) ; la mobilisation des agents, des entreprises et des citoyens pour définir les besoins et avec les entreprises prestataires pour développer les meilleures solutions techniques ; la concertation avec ces mêmes acteurs ; des campagnes d'information et d'éducation sur les modes de transports alternatifs à la voiture pour "inventer la culture qui va avec l'outil" (expression de Ronan Dantec, intervenu en début de journée depuis Copenhague) ; et enfin la mise en oeuvre d'actions innovantes en s'appuyant sur les nouvelles possibilités offertes par les TIC (favoriser le covoiturage, acheter son ticket de bus par SMS comme à Belfort -labellisé Rubans du développement durable 2009). Le Comité 21 a enfin réaffirmé l'importance d'une réflexion en amont sur la réduction des besoins de déplacements par l'amélioration de la densité et de la mixité dans les villes, et sur l'accès aux déplacements pour les personnes à mobilité réduite. Le Comité 21 est intervenu aux côtés de Coop Alternatives, Schneider Electric, EFC, l'ADEC, le pôle Véhicule du futur et Commuto (gestionnaire de www.covoiturage.fr).

http://www.greenconnected.eu/



Copenhague : SNCF met un train spécial à disposition de 400 militants des principales ONG Françaises

La SNCF met un train spécial à disposition de 400 militants des principales ONG françaises afin qu'ils puissent se rendre en train à Bruxelles, d'où ils rallieront Copenhague pour la conférence internationale sur le climat. Ce train Thalys a quitté la gare du Nord ce matin le 11 décembre à 8h55, à destination de Bruxelles à 10h17. Les voyageurs rallieront Copenhague dans la soirée. Ce voyage initié par Les Amis de la Terre regroupe des militants des principales ONG françaises regroupées dans les collectifs Ultimatum Climatique et Urgence Climatique Justice Sociale, parmi lesquelles Greenpeace, WWF, Oxfam ou Médecins du Monde.

Quelque 50 000 personnes venues de 77 pays sont attendues à Copenhague le 12 décembre, pour favoriser un accord le plus ambitieux possible dans les solutions à mettre en oeuvre concernant les changements climatiques.

SNCF soutient la mobilisation en faveur de l'environnement, et particulièrement sur les questions climatiques. En effet, SNCF est particulièrement attachée par son engagement écomobile à la lutte contre les émissions de CO2.

De fait, le train est le moyen de transport le plus respectueux de l'environnement. En France, le mode ferroviaire ne représente que 2% des émissions du secteur des transports, soit environ 0,5% de l'ensemble des émissions.

Ainsi, en choisissant le train pour rallier Copenhague, un passager émet près de 4 fois moins de CO2 qu'en avion (37,2 kilos en train contre 136,1 kilos par avion)1.

De plus, SNCF va plus loin et met tout en oeuvre pour maîtriser ses émissions de CO2, et s'est engagée à réduire de 40% les émissions de CO2 par voyageur et de 33% les émissions du transport de marchandises entre 1990 et 2020.

SNCF s'attache également à permettre à ses clients d'être écomobiles de bout en bout, en développant les modes doux complémentaires au train : vélo, bus, tramway, covoiturage et voiture électrique.



Conférence de Copenhague : l'ensemble du secteur aérien français s'engage face au changement climatique

AÉROPORTS DE PARIS

Consciente des enjeux du changement climatique et déterminée à y répondre, l'aviation internationale souhaite être intégrée dans un traité post-Kyoto.

Les entreprises françaises du secteur, signataires en janvier 2008 de la Convention du Grenelle de l'environnement, s'associent aux engagements présentés cette semaine par leurs associations internationales, à l'occasion du Sommet de Copenhague.

L'engagement mondial d'un secteur tout entier est sans précédent. Il résulte de la convergence d'initiatives européennes et internationales qui démontrent la volonté de toute une profession d'assumer ses responsabilités.

L'engagement mondial du secteur est également nécessaire. Privilégier d'autres solutions, à portée seulement régionales, aboutirait à la fois à des distorsions de concurrence entre compagnies aériennes et à de simples transferts des émissions de CO₂ de certains opérateurs vers d'autres, sans bénéfice pour le climat.

Aujourd'hui, la croissance continue du transport aérien impose de poursuivre et d'amplifier les efforts de la profession afin de maintenir à son niveau actuel la part des émissions du secteur (environ 2% des émissions de CO₂ d'origine humaine).

Les constructeurs, les compagnies aériennes, les aéroports et les services de navigation aérienne ont donc décidé, ensemble et au niveau mondial, de s'engager sur des objectifs précis de réduction des émissions de l'aviation :

- d'ici à 2020, amélioration de l'efficacité énergétique de 1,5 % par an ;
- à partir de 2020, stabilisation et croissance neutre en émissions de gaz carbonique ;
- en 2050, réduction des émissions de CO2 de 50 % par rapport au niveau de 2005.

L'atteinte de ces objectifs passe notamment par des investissements dans de nouvelles technologies, par une meilleure efficacité des infrastructures et par le recours à des instruments économiques, de type marché de permis d'émissions.

Le transport aérien entend ainsi, pour sa part, relever de façon collective les défis environnementaux de la planète, tout en poursuivant sa contribution au développement économique et social de très nombreux pays.

C'est pourquoi nous appelons les Nations Unies à intégrer l'aviation internationale, sous l'égide de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), dans un accord spécifique et global, en cohérence avec le caractère mondial de notre activité.

Signataires:

Air France, corporate.airfrance.com

GIFAS - Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales, <u>www.gifas.fr</u> **Aéroports de Paris, <u>www.aeroportsdeparis.fr</u>**

FNAM - Fédération Nationale de l'Aviation Marchande, www.fnam.fr & www.observatair.fr UAF - Union des Aéroports Français, www.aeroport.fr



Benoît Faraco, coordinateur changements climatiques et énergie Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme

Jeudi, 10 décembre 2009

La bonne nouvelle du jour

Coup d'éclat de Tuvalu. Ce petit état insulaire est bien connu des négociateurs. En effet, ses positions sont généralement en pointe de la lutte contre le changement climatique. Lors de la réunion du matin, Tuvalu a demandé une suspension de séance, car à son goût, les négociations patinent sur un sujet important : la forme juridique que prendra l'accord de Copenhague. Tuvalu, menacé de disparition par un réchauffement supérieur à 2°C (et peu être même moins), souhaite que l'accord de Copenhague prenne la forme d'un traité contraignant, pour avoir des garanties sur le respect des décisions que prendront les chefs d'Etats. Mais d'autres pays, comme les grands émergents (Inde, Chine...) ou encore certains pays industrialisés (Etats-Unis, Japon, Canada, Australie...) ne souhaitent pas que Copenhague soit trop contraignant. Une simple déclaration politique leur suffirait. Tuvalu est finalement revenu en séance l'après midi, sous les applaudissement des ONG présentes dans le centre de conférence. Il faut donc rester vigilant, car certains pays, qui ne souhaitent pas vraiment un accord à Copenhague, sont finalement assez content de voir les négociations s'enliser...

La mauvaise nouvelle du jour

Très concrètement, les négociations ont peu progressé, et on observe même des retours en arrières. C'est le cas du projet d'accord sur la lutte contre la déforestation. Alors que celui-ci comportait un objectif en arrivant à Copenhague, ce-dernier a disparu de la dernière version du texte. Comme le fait remarquer ce matin le bulletin des ONG (Eco: www.rac-f.org), c'est comme si on démarrait une course sans savoir où se situe la ligne d'arrivée. Sans objectif précis de lutte contre la déforestation, on peut s'attendre à un accord à minima. Et ce serait dommage, car cela fait maintenant plus de 30 ans que la Communauté Internationale se dit motivée pour lutter contre la déforestation. Sur le terrain pourtant, les forêts continuent de disparaître. Affaire à suivre, car nous allons nous mobiliser pour essayer de remettre l'objectif dans le texte.

Le dessin du jour

Les dessinateurs du WWF se sont installés au centre du Bella Center. Voici une de leur production



Les offs de Copenhague

Beaucoup d'énergie dépensée hier, toujours sur l'histoire des forêts et terres agricoles. Grâce à l'attribution du "fossile du jour", plus haute distinction des ONG attribuée aux pays qui bloquent la négociation, Copenhague a été débattu en Autriche, alors que ce pays fait partie des Européens qui bloquent la négociation et tentent d'affaiblir la position européenne. Nous avons donc, avec nos collègues européens, entrepris des démarches au sein de nos délégations pour essayer de faire bouger les choses. Car avec une position faible, l'UE ne peut pas espérer convaincre les pays les plus touchés par le changement climatique qu'elle est sincère dans son ambition de lutter contre le réchauffement.

Ma soirée



Préparation de la rencontre des ONG de l'ultimatum climatique avec Nicolas Sarkozy. Le 10 décembre, les ONG rencontrent le président de la république, pour lui demander de porter les demandes de nos réseaux lors du sommet européen qui démarre à Bruxelles aujourd'hui. En effet, les négociateurs, et notamment les Etats les plus vulnérables attendent un signal fort de l'UE. Nous allons demander à Nicolas Sarkozy de réaffirmer les engagements pris par Jean Louis Borloo de réduire de 30% les émissions françaises de CO2, et de soutenir les pays les plus pauvres par la création du "fonds Justice Climat". Ce

fonds, proposé par Jean Louis Borloo propose notamment d'équiper l'Afrique en énergies renouvelables, et d'aider les populations les plus touchées à s'adapter, doit maintenant être porté par la France au Conseil Européen, dont on attend qu'il s'engage sur des financements à apporter aux plus vulnérables. Cela permettrait de relancer la négociations à Copenhague, et de pousser les pays émergents et les Etats-Unis à faire plus. Déjà 520 000 signatures sur l'Ultimatum Climatique! Il faut continuer!

Retrouvez la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme à Copenhague :

Blog quotidien de Benoît Faraco sur le site du nouvel obs Site de la Fondation Nicolas Hulot sur le Copenhague



Comité 21
132, rue de Rivoli, 75001 Paris, France
Tél. 01 55 34 75 21 . Fax 01 55 34 75 20
comite21@comite21.org
www.comite21.org
www.agenda21france.org